

Questions orales

M. Chrétien: Le député devrait, selon moi, se rendre compte que j'entretiens à l'heure actuelle dans l'Ouest du Canada d'excellentes relations avec le gouvernement de l'Alberta. Les représentants du secteur que je rencontre m'accueillent fort chaleureusement. En fait, quelque 1,600 membres de la Chambre de commerce se pressaient pour m'entendre l'autre jour à Calgary. Le climat actuel n'est certainement pas très hostile.

Mlle MacDonald: C'est ce qu'ils ont dit en sortant que vous auriez dû entendre.

LA POSITION DU MINISTRE

M. John Thomson (Calgary-Sud): Madame le Président, le ministre pense-t-il vraiment qu'il vient de répondre à ma question? Est-il convaincu de ce qu'il vient de dire? Pense-t-il que c'est parce que les gens viennent le voir qu'il se rend compte de l'ampleur des ravages que le Programme énergétique national a causés dans l'Ouest du Canada? Ce n'est pas une réponse, madame le Président.

Des voix: Bravo!

Mme le Président: A l'ordre. Le député, j'en ai peur, ne pose pas vraiment une question. Il ne fait qu'exprimer son opinion, ce qui est son droit, et je doute qu'en raison de la portée de sa question, le ministre soit en mesure d'y répondre dans le cadre de la période des questions. Le député de Red Deer (M. Towers).

M. Chrétien: Madame le Président, j'aimerais y répondre.

Des voix: Assoyez-vous!

M. Chrétien: J'ai lu les journaux très attentivement...

Des voix: Assoyez-vous!

Mme le Président: A l'ordre! Le député de Red Deer.

* * *

LA COMMISSION CANADIENNE DU LAIT

L'ENQUÊTE DE LA GRC—LA PRÉSENTATION DU RAPPORT

M. Gordon Towers (Red Deer): Madame le Président, étant donné que le vérificateur général est mécontent de la façon dont la Commission canadienne du lait est gérée, le ministre de la Justice pourrait-il nous dire quand arrivera le rapport de la GRC qui a entrepris une enquête sur les activités de cet organisme.

L'hon. Mark MacGuigan (ministre de la Justice): Je prends note de la question, madame le Président.

ON DEMANDE AU MINISTRE DE COMMUNIQUER LE RAPPORT À LA CHAMBRE DES COMMUNES

M. Gordon Towers (Red Deer): Pouvons-nous avoir l'assurance, madame le Président, que le ministre de la Justice communiquera le rapport à la Chambre dès qu'il l'aura reçu?

L'hon. Mark MacGuigan (ministre de la Justice): Je tiendrai certainement compte de la suggestion, madame le Président.

L'ENVIRONNEMENT

LA RIVIÈRE NIAGARA—LES SOURCES DE POLLUTION AMÉRICAINES

M. Joe Reid (St. Catharines): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement qui a visité hier la région de Niagara. Le ministre reconnaît que la plupart des sources de pollution se trouvent du côté américain de la rivière; par conséquent, les homologues américains lui ont-ils promis de trouver des solutions—bientôt, et non pas plus tard—aux problèmes que posent ces sources de pollution?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Environnement): Je me suis effectivement entretenu avec le nouveau secrétaire de l'Environmental Protection Agency, M. Ruckelshaus, il y a une ou deux semaines environ. Hier, tandis que j'étais dans la région de Niagara, j'ai discuté précisément de ces questions avec l'administrateur régional de l'EPA. Je suis convaincu que les autorités américaines sont à la recherche de solutions concrètes et ne se contentent pas simplement d'étudier le problème. J'ai été encouragé hier par la déclaration du gouvernement des États-Unis, selon laquelle il compte utiliser, dans un premier temps, environ \$700,000 provenant du programme Superfund pour remédier au problème des déchets toxiques entreposés dans la péninsule du Niagara. J'espère que cette initiative est bien la première d'une série.

Il y a tout lieu d'être rassuré devant la nouvelle attitude que semble adopter la toute dernière équipe de l'EPA à Washington. Il importe néanmoins que nous persistions à présenter nos doléances au gouvernement des États-Unis et à l'exhorter à régler promptement ces problèmes.

LES MESURES PRISES AUX ÉTATS-UNIS

M. Joe Reid (St. Catharines): Madame le Président, le ministre a reconnu lui-même que son idée d'une concertation entre les trois niveaux de gouvernement ne constitue qu'une solution à court terme. Dans aucune des réponses qu'il nous a fournies cet après-midi, il n'a apporté d'éléments nouveaux. A défaut d'intenter des poursuites contre les autorités américaines qui polluent le Niagara, le ministre ne pourrait-il pas lui aussi protester contre les agents de contamination de la zone «S»?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Environnement): Madame le Président, si je n'ai rien apporté de nouveau en répondant aux questions d'aujourd'hui, c'est parce que ce sont toujours les mêmes questions qu'on me pose. Je me suis déjà expliqué. Si le député avait écouté plus attentivement la question posée par son collègue du Nouveau parti démocratique, il saurait que la question qu'il vient de me poser a déjà été posée aujourd'hui.